Voordracht.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Premier Ministre, le 20 octobre 1952, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "relatif à la réaffectation des agents de l'Etat", et le 22 octobre 1952, sur un amendement à ce projet d'arrêté royal, a donné en sa séance du 24 octobre 1952 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 20e October 1952 door de Eerste-Minister verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de wederterwerkstelling van de Rijksambtenaren", en de 22e October 1952 over een amendement op dat ontwerp van koninklijk besluit, heeft ter zitting van 24 October 1952 het volgend advies gegeven :

L'avis ayant été demandé dans un délai de trois jours, le Conseil d'Etat se trouve dans l'obligation de limiter ses observations aux questions suivantes.

\+

\+ +

Le Conseil d'Etat constate que le projet institue différentes priorités (voir les articles 4, 8, 9, 13 et 14) dont le rang n'est pas déterminé. Le projet ne se prononce pas sur la question de savoir si la réaffectation prime la promotion; si les agents à réaffecter ont une priorité sur les temporaires régularisables; si la réaffectation par suppression d'emploi prime le droit de préférence établi par l'article 10 de l'arrêté royal du 30 mars 1939 sur la disponibilité.

Il n'est pas possible non plus de déterminer dans quel ordre les différents groupes d'agents appelés à bénéficier d'une réaffectation peuvent prétendre à cette réaffectation, étant donné que les règles énoncées à l'article 4 ne suffisent pas à résoudre tous les cas où il y a concurrence pour un emploi entre les divers groupes de privilégiés créés par le projet.

Cette lacune est de nature à susciter de graves difficultés d'application.

\+

\+ +

.../...

L'article 6 de la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947 n'a pas réglé les droits de priorité en cas de concurrence à la réaffectation d'agents prioritaires et d'agents non prioritaires, par suite de suppression d'emploi. Il est toutefois conforme à l'esprit de cette loi de réaffecter à tout emploi de début de catégorie, par préférence - à ancienneté égale - l'agent prioritaire à celui qui ne l'est pas.

+

\+ +

L'article 1er, alinéa 1er, utilise l'expression "interpénétration des cadres" qui n'a pas été définie dans un texte réglementaire. Il résulte des explications données par le fonctionnaire délégué que l'expression doit être comprise en fonction de l'article 21 de l'arrêté royal du 7 août 1939 sur le signalement et l'avancement.

Il y a donc interpénétration des cadres dans la mesure où il n'existe pas dans un département de barrières entre les différents services résultant des règlements organiques.

+

\+ +

Le Conseil d'Etat est d'avis que l'expression "les points obtenus au concours d'admission au stage" figurant à l'article 1er, alinéa 3, et à l'article 4, alinéa 4, doit être interprétée en ce sens que les points obtenus comprennent les bonifications de points accordés aux prioritaires en vertu de la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947.

+

Les articles 2, 8 et 9 chargent le secrétaire permanent au recrutement de tenir à jour la liste des agents qui sont appelés à bénéficier du projet, et de veiller à leur réaffectation. Le projet n'impose pas à l'administration l'obligation de notifier les désaffectations au secrétaire permanent, et ne prévoit pas par quel moyen le secrétaire permanent pourrait s'acquitter de cette mission.

Le Conseil d'Etat est d'avis qu'il y a lieu de combler cette lacune.

\+

\+ +

Il résulte des explications données par le fonctionnaire délégué que les règles relatives aux nouvelles affectations et aux réaffectations établissent des obligations tant pour les agents que pour le Gouvernement, d'où il résulte que les agents auront le droit d'être réaffectés conformément aux règles tracées par le projet.

\+

\+ +

Pour déterminer le sens de l'expression "emploi permanent de début", le projet se réfère à l'article 8 de l'arrêté royal du 23 juin 1951 dont les mesures d'exécution n'ont pas encore été prises. L'application du projet ne sera possible que lorsque ces mesures d'exécution auront été arrêtées.

\+

\+ +

/

La règle contenue dans l'article 4, alinéa 3, selon laquelle la priorité d'affectation des agents définitifs en instance de réaffectation et appartenant à des ministères différents est déterminée selon "l'ancienneté prévue pour l'avancement statutaire", est ambiguë.

Le critère de l'ancienneté n'entre pas en jeu pour départager les agents de la première catégorie qui demandent une promotion. Même si on peut admettre que le projet a étendu le critère de l'ancienneté aux agents de la première catégorie pour les départager quand il y a lieu de faire une réaffectation, il reste qu'il n'établit pas le mode de calcul de cette ancienneté. Les textes concernant l'avancement de grade ne donnent, de leur côté, aucune précision à ce sujet.

\+

\+ +

A l'article 5, la partie de phrase "à défaut et sur leur demande, ils sont réaffectés ..." serait mieux rédigée comme suit : "sinon ils sont réaffectés sur leur demande ...".

\+

\+ +

Le Conseil d'Etat constate que l'article 7 institue une rétrogradation non disciplinaire, à laquelle les agents n'échappent qu'en faisant la demande de conserver leur ancien grade.

\+

Les alinéas 7 et 8 du texte français de l'article 8 ne forment qu'un seul alinéa dans le texte néerlandais. Il y a lieu de supprimer cette discordance.

\+

\+ +

A l'article 9, le Conseil d'Etat propose de diviser l'article en trois paragraphes, le premier comprenant les alinéas 1er et 2, le second comprenant l'alinéa 3 et le troisième comprenant les alinéas suivants. Le Conseil d'Etat propose de rédiger le § 2 comme suit:

"Les agents dont l'emploi est supprimé sont réaffectés conformément aux articles 4 à 6.".

Au § 3, alinéa 1er, tel que le propose le Conseil d'Etat, les mots "à défaut" sont inutiles puisqu'on prévoit un ordre de succession dans l'octroi des emplois.

\+

\+ +

Aux termes de l'article 1er, la désaffectation des agents ne s'opère au sein d'un ministère tout entier que s'il y a interpénétration des cadres. L'article 1er tient donc compte des barrières qui peuvent exister entre diverses administrations d'un même ministère.

Aux termes de l'article 12, les affectations et réaffectations sont opérées en ne tenant compte

que des conditions spéciales d'aptitudes physiques ou de diplôme et éventuellement d'âge ou de sexe.

A l'article 12, il n'est donc pas tenu compte des barrières existant entre les diverses administrations en vertu des règlements organiques.

Ainsi, un agent de n'importe quelle administration devra donc être réaffecté en cas de vacance dans les services centraux de la sûreté de l'Etat, sans l'agréation de l'administrateur de la sûreté publique exigée par l'article 17 de l'arrêté royal du 12 mars 1949.

Il résulte des renseignements fournis au Conseil d'Etat que telle est bien l'intention du Gouvernement.

Daar het advies binnen drie dagen is gevraagd, is de Raad van State verplicht zich bij de onderstaande opmerkingen te bepalen.

\+

\+ \+

De Raad van State stelt vast dat het ontwerp verscheidene prioriteiten invoert (zie artikelen 4, 8, 9, 13 en 14) waarvan de onderlinge rang niet nader is aangegeven. Het ontwerp brengt geen antwoord op de vraag of wedertewerkstelling de voorrang heeft boven bevordering of het weder te werk stellen personeel prioriteit heeft ten opzichte van het tijdelijk personeel dat voor regularisatie in aanmerking komt; of de wedertewerkstelling ingevolge ambtsopheffing de overhand heeft op het voorkeurrecht ingevoerd door artikel 10 van het koninklijk besluit van 30 Maart 1939 op de terbeschikkingstelling.

Evenmin kan uit het ontwerp worden opgemaakt in welke orde de onderscheidene groepen van personeelsleden die voor wedertewerkstelling in aanmerking komen, hierop aanspraak kunnen maken, vermits de in artikel 4 gestelde regelen niet toereikend zijn om een oplossing te geven aan alle gevallen waarin personeelsleden uit de verschillende krachtens het ontwerp bevoorrechte groepen tegelijk naar een betrekking dingen.

Deze leemte kan oorzaak zijn van grote moeilijkheden bij de toepassing.

\+

\+ \+

.../...

Artikel 6 van de wet van 3 Augustus 1919 en 27 Mei 1947 heeft de prioriteitsrechten niet geregeld voor het geval dat prioriteitsgerechtigde en niet-prioriteitsgerechtigde personeelsleden tegelijk voor wedertewerkstelling in aanmerking komen ingevolge ambtsopheffing. In overeenstemming met de geest van deze wet dient men echter, bij gelijkheid van ancienniteit of signalement, in geval van wedertewerkstelling in een aanvangsbetrekking van elke categorie aan de prioriteitsgerechtigde de voorkeur te geven boven een personeelslid zonder prioriteit.

\+

\+ \+

In artikel 1, eerste lid, wordt de uitdrukking "interpenetratie der kaders" gebruikt, welk begrip niet in enig reglement nader is bepaald. Uit de toelichting verstrekt door de gemachtigde ambtenaar blijkt dat deze uitdrukking moet worden verklaard met behulp van artikel 21 van het koninklijk besluit van 7 Augustus 1939 betreffende het signalement en de bevordering.

Interpenetratie der kaders bestaat dus in de mate waarin tussen de verschillende diensten van een departement geen afsluitingen bestaan, volgende uit de organieke reglementen.

\+

\+ \+

De Raad van State is van advies dat de uitdrukking "de punten behaald bij het vergelijkend examen voor toelating tot de stagedienst", voorkomende in artikel 1, derde lid, en in artikel 4, vierde lid, zo moet worden uitgelegd dat in de behaalde punten begrepen zijn, de

.../...

voorgiften, die aan de prioriteitsgerechtigden verleend worden krachtens de wet van 3 Augustus 1919 en 27 Mei 1947.

+
+ +

De artikelen 2, 8 en 9 gelasten de vaste wervingssecretaris de lijst der personeelsleden die voor het ontwerp in aanmerking komen bij te houden en voor hun wedertewerkstelling zorg te dragen. Het ontwerp legt het bestuur niet de verplichting op aan de vaste wervingssecretaris kennis te geven van de buitendienststellingen, en bepaalt evenmin hoe deze secretaris de voormelde opdracht zou kunnen vervullen.

De Raad van State is van oordeel dat die leemte moet worden aangevuld.

+
+ +

Uit de toelichting door de gemachtigde ambtenaar verstrekt, blijkt dat de regelen betreffende de nieuwe tewerkstellingen en de wedertewerkstellingen, zowel de personeelsleden als de Regering binden met het gevolg dat de personeelsleden er een recht op wedertewerkstelling, overeenkomstig de in het ontwerp gestelde regelen, in putten.

+
+ +

Tot bepaling van de uitdrukking "vaste aanvangsbetrekking", verwijst het ontwerp naar artikel 8 van het koninklijk besluit van 23 Juni 1951 waarvoor nog geen uitvoeringsmaatregelen zijn getroffen. Eerst nadat deze uitvoeringsmaatregelen zijn genomen zal de toepassing van het ontwerp mogelijk worden.

.../...

Dubbelzinnig is de in artikel 4, derde lid, neergelegde regel, volgens welke onder vaste personeelsleden in instantie van wedertewerkstelling en die tot onderscheiden ministeries behoren, de voorrang voor de tewerkstelling bepaald wordt volgens de "ancienniteit zoals voorzien voor de statutaire bevorderingen".

Het criterium van de ancienniteit speelt geen rol in de keuze onder de ambtenaren van de eerste categorie die om een bevordering verzoeken. Zelfs wanneer men mag aannemen dat het ontwerp de toepassing van het ancienniteitscriterium heeft uitgebreid tot de ambtenaren van de eerste categorie, om onder hen een keuze te doen wanneer een wedertewerkstelling moet plaats vinden, dan nog zegt het niets over de wijze waarop die ancienniteit wordt berekend. In de teksten betreffende de bevordering tot een hogere graad is daarover ook niets nader bepaald.

\+

\+ \+

In artikel 5 zou het zindeel "bij ontstentenis, en op hun verzoek, worden zij weder te werk gesteld..." beter als volgt worden gelezen : "zoniet worden zij op hun verzoek weder te werk gesteld...".

\+

\+ \+

De Raad van State stelt vast dat artikel 7 een niet-disciplinaire terugplaatsing invoert, waaraan de ambtenaren alleen ontsnappen door zelf om het behoud van hun vroegere graad te verzoeken.

\+

\+ \+

.../...

Het zevende en het achtste lid van de Franse tekst van artikel 8 vormen in de Nederlandse tekst slechts één lid. Dat gemis van overeenstemming zou moeten verdwijnen.

\+

\+ \+

De Raad van State stelt voor, artikel 9 in drie paragrafen te verdelen, waarvan de eerste het eerste en het tweede lid omvat, de tweede uit het derde lid bestaat en de derde de volgende leden behelst.

De Raad van State stelt voor § 2 volgende lezing voor :

"De personeelsleden wier betrekking wordt opgeheven, worden overeenkomstig de artikelen 4 tot 6 weder te werk gesteld.".

In § 3, eerste lid, zoals de Raad van State het voorstelt, zijn de woorden "bij ontstentenis" overbodig, daar, voor het toekennen der betrekkingen, een orde van opvolging wordt bepaald.

\+

\+ \+

Volgens artikel 1 vindt buitendienststelling der personeelsleden in een ministerie in zijn geheel enkel plaats, zo er interpenetratie der kaders bestaat. Daarom houdt artikel 1 rekening met de afsluitingen die tussen verschillende besturen van een zelfde ministerie kunnen bestaan.

.../...

Volgens artikel 12 geschieden tewerkstelling en wedertewerkstelling slechts met inachtneming van de bijzondere eisen inzake lichamelijke geschiktheid of diploma's en eventueel inzake leeftijd of geslacht.

In artikel 12 wordt dus geen rekening gehouden met de afsluitingen die krachtens de organieke reglementen tussen verschillende besturen bestaan.

Zo zal, ingeval in de centrale diensten van de veiligheid van de Staat een betrekking open staat, een personeelslid van om het even welk bestuur aldaar weder te werk moeten gesteld worden, zonder dat de administrateur van de openbare veiligheid hieraan zijn goedkeuring heeft gehecht, zoals vereist bij artikel 17 van het koninklijk besluit van 12 Maart 1949.

Volgens de aan de Raad van State verstrekte inlichtingen is dat wel degelijk de bedoeling van de Regering.

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat,	président
de Heren :	eerste-voorzitter van de Raad van State,	voorzitter
M.SOMERHAUSEN,	conseillers d'Etat,	
G.VAN BUNNEN,	raadsheren van State,	
G.PIQUET,	greffier adjoint,	greffier,
	adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J.SUETENS.

expédition délivrée à M. le Premier Ministre.
uitgifte afgeleverd aan de H.Eerste Minister.

Le 1952.

De 1952

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R.DECKMYN.